

Art. 87bis. § 1. Bij de Minister van Ambtenarenzaken wordt voor het geheel van de diensten van de Regering en de bij dit besluit betrokken instellingen een begeleidingscommissie opgericht die samengesteld is uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de Waalse overheidsdienst, die er het voorzitterschap van waarneemt;
- 2° een vertegenwoordiger van elke instelling die onder dit besluit valt;
- 3° een vertegenwoordiger van het Agentschap, in zijn hoedanigheid van instelling belast met een transversale rol van tenuitvoerlegging van het beleid van de Waalse Regering inzake integratie en instandhouding van gehandicapte personen in het arbeidscircuit binnen de overheidsdiensten die onder zijn bevoegdheden vallen;
- 4° een vertegenwoordiger van de « Commission wallonne des personnes handicapées »;
- 5° drie vertegenwoordigers van elke representatieve vakbondsvereniging in de zin van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

§ 2. De begeleidingscommissie moet om de twee jaar en binnen zes maanden na de overlegging van het door het Agentschap opgemaakte rapport een rapport over de tenuitvoerlegging van deze titel aan de Regering overleggen.

De begeleidingscommissie mag daartoe alle nodige gegevens voor de uitvoering van haar opdracht vragen en in ontvangst nemen. Ze kan alle aanbevelingen formuleren die nuttig zijn voor een beter beleid van de werving en de tewerkstelling van gehandicapte personen en die bekendmaken op de pagina van het portaal van de Waalse Regering die daarvoor bestemd is. ».

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 februari 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201141]

26 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de coordination des chantiers et relatif au Comité technique tels que prévus aux articles 6 et 7 du décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau, notamment ses articles 6 et 7;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2014 portant la désignation des membres de la Commission de coordination des chantiers;

Vu la délibération du 19 décembre 2014 de la Commission de coordination des chantiers approuvant le projet de règlement d'ordre intérieur;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, de l'Energie et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Définitions

Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « décret » : le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur et au-dessus des voiries ou des cours d'eau;

2° « Gouvernement » : le Gouvernement wallon;

3° « Ministre » : le Ministre ayant les Travaux subsidiés dans ses attributions;

4° « Commission » : la Commission de coordination des chantiers prévue à l'article 2 du décret;

5° « Comité » : le Comité technique prévu à l'article 7 du décret;

6° « gestionnaires » : les autorités publiques dont relève la voirie ou le cours d'eau sous, sur ou au-dessus duquel les travaux sont exécutés ou la personne à laquelle l'autorité en question a concédé la mise à disposition ou la gestion de cette voirie ou de ce cours d'eau;

7° « gestionnaire de câbles et de canalisations » : la personne qui, dans le cadre de ses activités professionnelles ou tâches d'intérêt public, gère des câbles et/ou des canalisations sous, sur ou au-dessus de la voirie ou d'un cours d'eau;

8° « groupe » : catégorie de membres de la Commission telle que prévue par l'article 3 du décret.

CHAPITRE I^{er}. — De La Commission

Art. 2. Sièges

Le siège de la Commission est établi à Namur, dans les locaux de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie.

Le Gouvernement peut en modifier le siège.

Art. 3. Missions

Les missions de la Commission sont définies dans l'article 2 décret.

Art. 4. Composition et mode de désignation des membres

La composition de la Commission est fixée par l'article 3 du décret.

Sur proposition des différentes catégories de participants prévues à l'article 3 du décret, le Gouvernement désigne les membres effectifs et suppléants.

Les membres sont désignés pour un mandat de cinq ans. Le mandat prend fin en cas de renouvellement de la Commission ou en cas de perte de la qualité sur base de laquelle le membre a été nommé.

En cas de vacance d'un mandat, le membre suppléant devient membre effectif et achève le mandat en cours; le Gouvernement désigne un nouveau suppléant.

En cas d'absence du membre effectif, celui-ci est remplacé par son suppléant. Si celui-ci est dans l'impossibilité d'effectuer ce remplacement, alors le membre effectif à la possibilité de donner une procuration à un autre membre qui appartient à son groupe représenté au sein de la Commission. Un membre ne peut faire valoir qu'une seule procuration.

Art. 5. Présidence

Conformément à l'article 5 du décret, le Gouvernement nomme le président de la Commission parmi les représentants des gestionnaires, sur proposition des membres de la Commission.

Art. 6. Règlement d'ordre intérieur

Le Gouvernement wallon adopte le règlement d'ordre intérieur de la Commission de coordination des chantiers, annexé au présent arrêté.

CHAPITRE II. — Du Comité technique**Art. 7. Siège**

Le siège du Comité technique est établi dans les locaux de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie.

Le Gouvernement peut en modifier le siège.

Art. 8. Missions

Les missions du Comité technique sont définies dans l'article 7 décret.

De plus, le Comité est également chargé de :

1° assurer le secrétariat de la Commission;

2° assurer un soutien logistique et technique aux membres de la Commission;

3° consigner les procès-verbaux dans un registre;

4° instruire les dossiers et les litiges;

5° notifier les décisions de la Commission aux parties concernées;

6° requérir l'avis d'experts pour tous les dossiers qui seront soumis à l'examen de la Commission.

La Commission peut conférer d'autres missions au Comité technique avec l'approbation du Gouvernement.

Art. 9. Composition

Selon les disponibilités budgétaires, le Gouvernement détermine les moyens budgétaires nécessaires à la réalisation des missions du Comité.

Il est composé d'agents du Service public de Wallonie attachés à la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie.

Le Gouvernement détermine, dans un arrêté, le profil et le mode de désignation de ces agents.

CHAPITRE III. — Dispositions générales**Art. 10. Conflit d'intérêt**

Il y a conflit d'intérêt uniquement en cas d'intérêt privé, personnel ou particulier. Le premier point de chaque séance évoquera les éventuels conflits d'intérêts, tout membre qui pourrait avoir un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel dans un dossier examiné par la Commission, doit en avertir le président en début de séance et s'abstenir de toute présence, participation aux débats et à la prise de décision. N'est pas considéré comme intérêt personnel direct ou indirect le fait de représenter les intérêts du groupe qui l'a proposé comme membre de la Commission.

Art. 11. Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Exécution

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, de l'Energie et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 février 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, de l'Energie et du Logement,
P. FURLAN

Annexe

Règlement d'ordre intérieur de la Commission de coordination des chantiers**Article 1^{er}. Présidence**

Conformément à l'article 5 du décret, le Gouvernement nomme le président de la Commission parmi les représentants des gestionnaires, sur proposition des membres de la Commission.

Le président nommé conformément à l'article 5 du décret par le Gouvernement parmi les membres de la Commission et sur proposition de ceux-ci est notamment chargé de :

- convoquer les réunions;
- préparer et instruire les dossiers ainsi que les questions qui seront débattues au sein de la Commission;
- diriger les travaux de la Commission, d'animer les débats et de veiller à l'application du présent règlement;
- établir l'ordre du jour des réunions sur base, notamment des propositions des membres de la Commission et les procès-verbaux;
- de prendre toutes les mesures utiles pour développer un travail efficace et constructif;
- de concilier les points de vue des membres de la Commission;
- de veiller à la communication des informations entre la Commission et le Comité technique.

Lorsque le président est empêché, la présidence est assurée par un autre membre représentant les gestionnaires présent bénéficiant de l'entrée en fonction la plus ancienne. Lorsque plusieurs membres représentant les gestionnaires bénéficient de la même ancienneté, la présidence est assurée par le membre le plus âgé. Il bénéficie des mêmes droits et obligations que le président.

Art. 2. Secrétariat

Le secrétariat de la Commission est assuré par le Comité technique qui est chargé de :

- préparer les convocations des membres de la Commission;
- rédiger les procès-verbaux des réunions;
- rédiger les rapports d'activités;
- assurer un soutien logistique et technique aux membres de la Commission.

Art. 3. Réunions et ordre du jour

La Commission se réunit au moins quatre fois par an ou chaque fois que l'intérêt le justifie, sur convocation écrite du président qui sera adressée aux membres au moins 7 jours de calendrier avant la date de la réunion.

La Commission peut également se réunir à la demande de la moitié de ses membres. Cette demande peut imposer l'inscription de points à l'ordre du jour de la réunion.

La convocation a lieu par courrier électronique aux membres effectifs ainsi que pour information aux membres suppléants.

Elle sera accompagnée des documents relatifs à l'ordre du jour.

Art. 4. Lieu de réunions

Sauf circonstances particulières, les réunions de la Commission se tiennent dans ses locaux à Namur.

Art. 5. Délibérations et Quorums

La Commission ne peut délibérer valablement que si la moitié des membres est présente ou représentée dans chacun de ces trois groupes suivants : les gestionnaires de câbles et de canalisations, les gestionnaires et les entrepreneurs. Les membres ne faisant pas partie de ces trois groupes disposent d'une voix consultative et ne sont pas pris en compte pour le calcul de quorum.

En cas d'absence d'un ou de plusieurs membres effectifs, leurs suppléants participent aux délibérations et aux votes.

Lors de chaque réunion, un registre de présence est tenu et signé par les membres présents.

Si à l'ouverture de la séance le quorum n'est pas atteint ou s'il ne l'est plus en cours de séance, la réunion ne peut se dérouler et le président lève la séance. Il convoque une nouvelle réunion qui devra se tenir dans un délai de 8 jours de calendrier, avec le même ordre du jour. Une nouvelle convocation est envoyée sans délai à l'ensemble des membres.

La Commission pourra alors valablement délibérer à cette seconde réunion quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Art. 6. Participations d'experts

Le président peut confier au Comité technique la mission d'inviter des experts externes au Comité technique et à la Commission à participer aux travaux de la Commission afin d'aider les membres dans leurs délibérations. Les experts n'ont pas voix délibérative.

En cas de litige, la partie défaillante supportera les frais d'expertise.

Art. 7. Procédures de vote

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés ainsi qu'à la majorité des membres présents ou représentés dans les groupes suivants : gestionnaire de câbles et de canalisations, gestionnaires, entrepreneurs. En cas de blocage, un second vote est organisé après débats et à bulletins secrets.

Le vote à bulletins secrets a lieu à chaque fois qu'il s'agit d'une question de personne.

Lorsque le vote est secret, les décisions sont prises à la majorité des 3/4 des membres présents ou représentés.

Les membres de la Commission, qui ne sont pas inclus dans les trois groupes précités (gestionnaire de câbles et de canalisations, gestionnaires, entrepreneurs), ne disposent que d'une voix consultative.

Les décisions prises par la Commission sont exécutoires dès leur notification par le Comité technique à la partie concernée.

Art. 8. Confidentialité des débats

Les séances de la Commission ne sont pas publiques. Les personnes qui assistent à quelque titre que ce soit aux réunions de la Commission sont tenues de respecter le secret des documents à caractère confidentiel ou personnel qui leur sont communiqués, ainsi que le secret des délibérations et des votes.

Art. 9. Procès-verbaux

Les procès-verbaux sont rédigés de manière claire et précise, ils reprennent les décisions et les motifs de celles-ci.

L'approbation du procès-verbal figure à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de la Commission. La version définitive du procès-verbal est signée par le Président après avoir reçu l'approbation des membres de la Commission.

Les procès-verbaux sont confidentiels et sont consignés dans un registre tenu par le Comité technique.

Art. 10. Création de groupes de travail

Chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, les membres de la Commission peuvent constituer en leur sein un groupe de travail chargé d'instruire certains dossiers qui doivent être délibérés par la Commission.

Art. 11. Modifications

Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié à des fins de meilleur fonctionnement de la Commission. Sur demande d'au moins un tiers des membres de la Commission, le point est alors porté à l'ordre du jour de la réunion la plus proche. Toute modification, une fois approuvée par la Commission, est soumise pour approbation au Gouvernement.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201141]

26. FEBRUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung der Kommission für die Koordination der Baustellen und über den technischen Ausschuss im Sinne von Artikel 6 und 7 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen, insbesondere seiner Artikel 6 und 7;

Aufgrund des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2014 zur Bezeichnung der Mitglieder der Kommission für die Koordination der Baustellen;

Aufgrund des Beschlusses vom 19. Dezember 2014 der Kommission für die Koordination der Baustellen zur Genehmigung des Entwurfs der allgemeinen Dienstordnung;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden, Städte, Energie und Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Definitionen

Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen;

2° "Regierung": die Wallonische Regierung;

3° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die bezuschussten Arbeiten gehören;

4° "Kommission": die in Artikel 2 des Dekrets vorgesehene Kommission für die Koordination der Baustellen;

5° "Ausschuss": der in Artikel 7 des Dekrets vorgesehene technische Ausschuss;

6° "Verwalter": die öffentlichen Behörden, in deren Zuständigkeit die Straße oder der Wasserlauf fällt, auf oder über welchem bzw. welcher die Arbeiten aufgeführt werden, oder die Person, der die besagte Behörde die Zurverfügungstellung oder die Verwaltung dieser Straße oder dieses Wasserlaufs anvertraut hat;

7° "Verwalter von Kabeln und Kanalisationen": die Person, die im Rahmen ihrer beruflichen Tätigkeiten oder Aufgaben öffentlichen Interesses Kabel und/oder Kanalisationen unter, auf oder über der Straße oder einem Wasserlauf verwaltet;

8° "Gruppe": Kategorie von Mitgliedern der Kommission im Sinne von Artikel 3 des Dekrets.

KAPITEL I — Die Kommission

Art. 2 - Sitz

Die Kommission hat ihren Sitz in Namur, in den Räumlichkeiten der Operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Die Regierung kann den Sitz verändern.

Art. 3 - Aufgaben

Die Aufgaben der Gesellschaft sind in Artikel 2 des Dekrets festgelegt.

Art. 4 - Zusammensetzung und Art der Bestellung der Mitglieder

Die Zusammensetzung der Kommission wird durch Artikel 3 des Dekrets festgelegt.

Auf Vorschlag der in Artikel 3 des Dekrets vorgesehenen verschiedenen Kategorien von Teilnehmern bestellt die Regierung die effektiven und stellvertretenden Mitglieder.

Die Mitglieder werden für ein Mandat von fünf Jahren bestellt. Das Mandat endet im Falle einer Erneuerung der Kommission oder im Falle des Verlusts der Eigenschaft eines Mitglieds, auf deren Grundlage es ernannt wurde.

Im Falle eines frei gewordenen Mandats wird das stellvertretende Mitglied zum effektiven Mitglied und führt das Mandat zu Ende; die Regierung bestellt ein neues stellvertretendes Mitglied.

Falls ein effektives Mitglied abwesend ist, wird er von seinem stellvertretenden Mitglied ersetzt. Wenn es diesem unmöglich ist, es zu ersetzen, hat das effektive Mitglied die Möglichkeit, einem anderen Mitglied, das seiner innerhalb der Kommission vertretenen Gruppe gehört, eine Vollmacht zu geben. Jedes Mitglied darf nur eine Vollmacht gelten lassen.

Art. 5 - Vorsitz

Gemäß Artikel 5 des Dekrets bestellt die Regierung den Vorsitzenden der Kommission unter den Vertretern der Verwalter, auf Vorschlag der Mitglieder der Kommission.

Art. 6 - Allgemeine Dienstordnung

Die Wallonische Regierung verabschiedet die dem vorliegenden Erlass beigefügte allgemeine Dienstordnung der Kommission für die Koordination der Baustellen.

*KAPITEL II — Technischer Ausschuss***Art. 7 - Sitz**

Der technische Ausschuss hat seinen Sitz in Namur, in den Räumlichkeiten der Operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Die Regierung kann den Sitz verändern.

Art. 8 - Aufgaben

Die Aufgaben des technischen Ausschusses sind in Artikel 7 des Dekrets festgelegt.

Außerdem ist der Ausschuss ebenfalls mit den folgenden Aufgaben beauftragt:

- 1° das Sekretariat der Kommission führen;
- 2° eine logistische und technische Unterstützung der Mitglieder der Kommission gewährleisten;
- 3° die Protokolle in ein Register festhalten;
- 4° die Akten und Streitsachen untersuchen;
- 5° den betroffenen Personen die Beschlüsse der Kommission zustellen;
- 6° für alle der Kommission zur Untersuchung unterbreiteten Akte das Gutachten von Sachverständigen heranziehen.

Die Kommission kann dem technischen Ausschuss mit der Genehmigung der Regierung andere Aufgaben anvertrauen.

Art. 9 - Zusammensetzung

Unter Berücksichtigung der verfügbaren Haushaltsmittel bestimmt die Regierung die für die Erfüllung der Aufgaben des Ausschusses notwendigen Haushaltsmittel.

Er setzt sich aus Bediensteten des öffentlichen Dienstes der Wallonie, die der Operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie angehören.

Die Regierung bestimmt in einem Erlass das Profil und die Art der Bestellung dieser Bediensteten.

*KAPITEL III — Allgemeine Bestimmungen***Art. 10 - Interessenkonflikt**

Ein Interessenkonflikt liegt nur im Falle von einem privaten, persönlichen oder besonderen Interesse vor. Der erste Punkt jeder Sitzung wird die eventuellen Interessenkonflikte erwähnen, und jedes Mitglied, das ein direktes oder indirektes, auf sein Vermögen bezogenes oder persönliches Interesse an einer von der Kommission untersuchten Akte haben könnte, muss den Vorsitzenden am Anfang der Sitzung darüber informieren und jeder Anwesenheit sowie jeder Teilnahme an den Beratungen und der Beschlussfassung fernbleiben. Die Vertretung der Interessen der Gruppe, die das Mitglied als Mitglied der Kommission vorgeschlagen hat, gilt nicht als persönliches direktes oder indirektes Interesse.

Art. 11 - Inkrafttreten

Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Durchführung

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Februar 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

Anhang

Allgemeine Dienstordnung der Kommission für die Koordination der Baustellen

Artikel 1 - Vorsitz

Gemäß Artikel 5 des Dekrets bestellt die Regierung den Vorsitzenden der Kommission unter den Vertretern der Verwalter, auf Vorschlag der Mitglieder der Kommission.

Der Vorsitzende, der gemäß Artikel 5 des Dekrets von der Regierung unter den Vertretern der Verwalter der Kommission und auf Vorschlag dieser ernannt wird, ist unter anderem mit den folgenden Aufgaben beauftragt:

- die Versammlungen einberufen;
- die Akten sowie die Fragen, die innerhalb der Kommission zu debattieren sind, vorbereiten und untersuchen;
- die Arbeiten der Kommission leiten, die Debatten führen und für die Anwendung der vorliegenden Regelung sorgen;
- die Tagesordnung der Versammlungen auf der Grundlage insbesondere der Vorschläge der Mitglieder der Kommission festlegen und die Protokolle aufnehmen.
- alle zweckdienlichen Maßnahmen für eine wirksame und konstruktive Arbeit ergreifen.
- Die Standpunkte der Mitglieder der Kommission unter einen Hut bringen.
- auf die Kommunikation der Informationen zwischen der Kommission und dem technischen Ausschuss achten.

Wenn der Vorsitzende verhindert ist, wird der Vorsitz von einem anderen anwesenden Mitglied übernommen, das die Verwalter vertritt und das den ältesten Amtsantritt nachweisen kann. Wenn mehrere Mitglieder, die die Verwalter vertreten, das gleiche Amtsalter haben, wird der Vorsitz von dem ältesten anwesenden Mitglied übernommen. Es verfügt über die gleichen Rechte und Pflichten wie der Vorsitzende.

Art. 2 - Sekretariat

Die Sekretariatsführung der Kommission wird durch den technischen Ausschuss gewährleistet, der folgende Aufgaben hat:

- die Einberufungen der Mitglieder der Kommission vorbereiten;
- die Protokolle der Sitzungen aufnehmen.
- die Tätigkeitsberichte erstellen;
- eine logistische und technische Unterstützung der Mitglieder der Kommission gewährleisten.

Art. 3 - Versammlungen und Tagesordnung

Die Kommission tritt mindestens viermal im Monat zusammen oder jedes Mal, wenn das Interesse der Gesellschaft es rechtfertigt, auf schriftliche Vorladung, die den Mitgliedern mindestens 7 Kalendertage vor dem Datum der Versammlung zugesandt wird.

Die Kommission kann ebenfalls auf Antrag von der Hälfte ihrer Mitglieder tagen. Dieser Antrag kann die Eintragung von Punkten auf die Tagesordnung der Sitzung auferlegen.

Die Vorladung erfolgt per elektronische Post an die effektiven Mitglieder sowie an die stellvertretenden Mitglieder zur Information.

Ihr werden die Unterlagen bezüglich der Tagesordnung beigelegt.

Art. 4 - Versammlungsort

Außer unter besonderen Umständen werden die Versammlungen der Kommission in ihren Räumlichkeiten in Namur gehalten.

Art. 5 - Beratungen und Quorum

Die Kommission ist nur dann beschlussfähig, wenn die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist, und zwar in jeder dieser drei folgenden Gruppen: die Verwalter der Kabel und Kanalisationen, die Verwalter und die Unternehmer. Die Mitglieder, die keiner dieser drei Gruppen angehören, verfügen über eine beratende Stimme und werden in der Berechnung des Quorums nicht berücksichtigt.

Bei Abwesenheit eines oder mehrerer effektiven Mitglieder, nehmen ihre Stellvertreter an den Beratungen und Abstimmungen teil.

Bei jeder Versammlung wird ein Anwesenheitsregister gehalten und von den anwesenden Mitgliedern unterzeichnet.

Wenn bei der Eröffnung der Sitzung das Quorum nicht erreicht ist, oder wenn es im Laufe der Sitzung nicht mehr erreicht ist, darf die Sitzung nicht stattfinden und schließt der Vorsitzende die Sitzung. Er beruft eine neue Sitzung ein, die innerhalb einer Frist von 8 Kalendertagen mit derselben Tagesordnung gehalten werden muss. Eine neue Vorladung wird unverzüglich sämtlichen Mitgliedern zugesandt.

Die Kommission wird dann bei dieser zweiten Sitzung ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder beschlussfähig sein.

Art. 6 - Teilnahme von Sachverständigen

Der Vorsitzende kann dem technischen Ausschuss die Aufgabe geben, Sachverständige, die dem technischen Ausschuss und der Kommission nicht angehören, einzuladen, an den Arbeiten der Kommission teilzunehmen, um den Mitgliedern bei ihren Beratungen beizustehen. Die Sachverständigen haben keine beschließende Stimme.

Bei einem Streitfall werden die Sachverständigenkosten von der "säumigen" Partei getragen.

Art. 7 - Abstimmungsverfahren

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder sowie mit der Mehrheit der in den folgenden Gruppen anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst: Verwalter von Kabeln und Kanalisationen, Verwalter, Unternehmer. Im Falle einer Blockierung wird eine zweite Abstimmung nach Debatten, mit geheimer Stimmausgabe organisiert.

Die geheime Stimmausgabe erfolgt jedes Mal, wenn es um eine Personangelegenheit geht.

Bei einer geheimer Abstimmung werden die Beschlüsse mit der Dreiviertelmehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Die Mitglieder der Kommission, die in den vorgenannten drei Gruppen (Verwalter von Kabeln und Kanalisationen, Verwalter, Unternehmer) nicht eingeschlossen sind, verfügen nur über eine beratende Stimme.

Die von der Kommission gefassten Beschlüsse sind ab ihrer Mitteilung durch den technischen Ausschuss an die betroffene Partei rechtskräftig.

Art. 8 - Vertraulichkeit der Debatten

Die Sitzungen der Kommission sind nicht öffentlich. Die Personen, die in irgendeiner Eigenschaft den Versammlungen der Kommission beiwohnen, sind verpflichtet, das Geheimnis der Dokumente mit vertraulichem oder persönlichem Charakter, die ihnen übermittelt werden, sowie das Geheimnis der Wahl und der Beratungen einzuhalten.

Art. 9 - Protokolle

Die Protokolle werden auf deutliche und genaue Weise abgefasst, und führen die Beschlüsse und deren Gründe an.

Die Genehmigung des Protokolls steht auf der Tagesordnung der nächsten Versammlung der Kommission. Die endgültige Fassung des Protokolls wird vom Vorsitzenden unterzeichnet, nachdem sie von der Kommission genehmigt worden ist.

Die Protokolle sind vertraulich und werden in einem von dem technischen Ausschuss geführten Register festgehalten

Art. 10 - Einrichtung von Arbeitsgruppen

Jedes Mal, wenn sie es für erforderlich halten, können die Mitglieder der Kommission in ihrer Mitte eine Arbeitsgruppe einrichten, die mit der Untersuchung bestimmter Akte, über welche die Kommission beraten muss, beauftragt wird.

Art. 11 - Abänderungen

Die vorliegende allgemeine Dienstordnung kann zwecks einer besseren Arbeitsweise der Kommission abgeändert werden. Auf Antrag von mindestens einem Drittel der Mitglieder der Kommission wird der Punkt auf die Tagesordnung der allernächsten Tagung gesetzt. Jede Abänderung wird nach Genehmigung der Kommission der Regierung zur Genehmigung unterbreitet.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201141]

26 FEBRUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor de coördinatie van de werven en betreffende het technisch Comité zoals bedoeld in de artikelen 6 en 7 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2014 tot aanwijzing van de leden van de Commissie voor de coördinatie van de werven;

Gelet op de beraadslaging van 19 december 2014 van de Commissie voor de coördinatie van de werven houdende goedkeuring van het project van huishoudelijk reglement;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Begripsomschrijvingen

In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet": het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen;

2° "Regering": de Waalse Regering;

3° "Minister": de Minister bevoegd voor de gesubsidieerde werken;

4° "Commissie": de Commissie voor de coördinatie van de werven bedoeld in artikel 2 van het decreet;

5° "Comité": het technisch Comité bedoeld in artikel 7 van het decreet;

6° "beheerders": de openbare overheid waaronder de weg of de waterloop ressorteert, waaronder, waarop of waarboven de werken worden uitgevoerd of de persoon waaraan de bedoelde overheid de terbeschikkingstelling of het beheer van deze weg of waterloop heeft toegewezen;